



DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE VILLE DE RIS-ORANGIS

ARRÊTÉ N° 2022/242
Du vendredi 8 juillet 2022
Portant autorisation d'un débit de boissons organisé par l'USRO
(Section Football) à l'occasion du bal du mercredi 13 juillet 2022 sur
le parvis de la Mairie de Ris-Orangis

Le Maire de Ris-Orangis, Conseiller départemental de l'Essonne,

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2211-1, L.2212-2 et L.2542-4,

VU le Code de la Santé Publique et notamment l'article L 3334-2,

VU l'arrêté PREF-DCSIP n°691 du 3 juin 2020 interdisant aux débits de boissons de vente à emporter de vendre des boissons alcooliques de 22 h à 6 h dans le département de l'Essonne,

CONSIDERANT l'organisation d'une soirée festive par la Commune de Ris-Orangis, et la tenue d'un stand de l'USRO (Section Foot) sur cet événement du mercredi 13 juillet 2022,

CONSIDERANT qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer le bon ordre, la sûreté et la tranquillité publique notamment dans les débits de boissons, spectacles, jeux et autres lieux publics,

SUR proposition du Service Culture, Vie associative et Evènements,

A R R Ê T É

ARTICLE 1^{er} : A l'occasion du bal, le mercredi 13 juillet 2022, organisé par la Commune de Ris-Orangis, l'USRO (Section Football) est autorisé à tenir un stand de nourriture et de boissons de 20h à 1h sur le parvis de la Mairie, Place du Général de Gaulle – 91130 Ris-Orangis. Il ne pourra être servi par l'association que des boissons des 2 premiers groupes, à savoir :

Boissons du 1^{er} groupe : les boissons sans alcool, eaux minérales ou gazéifiées, les jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'une fermentation, de trace d'alcool supérieur à 1.2 degré d'alcool, limonade, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat.

Boissons du 3^{ème} groupe : Les boissons fermentées non distillées et vins doux naturels, ainsi que les crèmes de cassis et les jus de fruits ou de légumes fermentés comportant de 1.2 degrés à 3 degrés d'alcool, vins de liqueur, apéritifs à base de vin et de liqueurs de fraise, framboise, cassis ou cerise, ne tirant pas plus de 18 degrés d'alcool pur.

ARTICLE 2 : Le bénéficiaire de l'autorisation susvisée s'engage à

- Respecter la tranquillité du voisinage ;
- Respecter l'heure prescrite pour l'achèvement de la manifestation ;
- Respecter les dispositions du code de la santé publique ;
- Prendre toutes dispositions utiles dans le contexte épidémique en cours.

ARTICLE 3 : L'organisateur s'engage à prendre toutes dispositions pour vérifier que les enfants de moins de 13 ans sont accompagnés dans les conditions prescrites par les articles L.3342-1 du Code de la santé publique et à respecter les principes d'interdiction de vente d'alcool au mineur tel que prévu par l'article L.3342-1 du Code public. Tout manquement à ces obligations expose le bénéficiaire de ladite autorisation à se voir refuser dans l'année considérée toute nouvelle demande d'ouverture de débit temporaire.

ARTICLE 4 : L'organisateur est tenu d'afficher les dispositions du Livre III de la Troisième Partie du Code de la Santé Publique relative à la lutte contre l'alcoolisme et à la protection des mineurs à la buvette.

ARTICLE 5 : L'ampliation du présent arrêté sera transmise :

- M. Kevin EVAIN, Président de l'USRO,
- Monsieur le Directeur Départemental des Polices Urbaines,
- Madame le Commissaire de la Police d'Evry,
- Monsieur le Colonel du Service Départemental d'Incendie et de Secours d'Evry,
- Monsieur le Directeur de la Police Municipale,
- Madame la Directrice des Services Techniques et de l'Urbanisme,

et toute autorité administrative et agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Ris-Orangis, 8 juillet 2022.

Stéphane RAFFALLI
Maire de Ris-Orangis,
Conseiller départemental de l'Essonne



Le Maire certifie sous sa responsabilité

Le caractère exécutoire de cet acte :

Publié le : **3 JUIL. 2022**

Notifié le :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours

Devant le Tribunal Administratif de Versailles

Dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification.